

« On ne lâchera rien jusqu'au retrait total de la loi »

Syndicats et associations appelaient à un nouveau rassemblement, hier soir, devant la préfecture, pour demander le retrait de la proposition de loi Sécurité globale et maintenir la pression.

Hier, cinq syndicats (FO, CGT, FSU, Solidaires, SAF, syndicat des avocats de France) et dix-neuf associations ont rencontré, à leur demande, le préfet. Pour lui faire part de leur hostilité à la loi Sécurité globale.

Dans la foulée, ils organisaient, non pas une manifestation – ça sera pour janvier – mais un rassemblement, « pour maintenir la pression », explique Arnaud Leclerc, de Force Ouvrière. « Pour jouer notre rôle d'alerte sociale », ajoute Bernard Valin, de la FSU. « Les aménagements, à la marge, ne changent rien. C'est l'ensemble du projet dont on demande le retrait. »

Au-delà de l'article 24

Dans le collimateur, pas uniquement l'article 24 qui prévoit des sanctions en cas de diffusion d'images des forces de l'ordre. « Mais aussi le transfert de prérogatives de la police nationale vers la police municipale, l'utilisation de drones au-dessus de manifestations, le fichage de la population, les caméras piétons pour des reconnaissances faciales », énumère Arnaud Leclerc.

Le collectif s'inquiète des surenchères sécuritaires à chaque nouvelle loi. « La loi de programmation de la recherche a elle aussi un volet sécuritaire, avec la possibilité de sanctionner la venue d'éléments extérieurs lors d'assemblées généra-

les », cite, comme exemple, Bernard Valin.

Anthony Lemaire, de la CGT, met en avant le contexte de la crise sociale. Et « un arsenal répressif, pas innocent. » « Face aux licenciements, à la croissance des inégalités, à l'explosion de la pauvreté, le gouvernement se donne les outils pour essayer de contenir la contestation », disent, d'une même voix, syndicats et associations.

700 à 800 personnes sont présentes sur le Pont-Morand, vers 17 h 45. « C'est le quatrième rassemblement à Nantes, rappelle Aurélie Rolland, du SAF. Le Sénat doit examiner le texte à la mi-janvier, restons mobilisés. »

Au nom des dix-neuf associations, Jean-Paul Charaux, de la Libre pensée, et Philippe Legrand, de la Ligue des droits de l'homme, soulignent que dans un État de droit, « l'action des forces de l'ordre doit avoir un caractère public ». Et que « restreindre les libertés, c'est contraire à la démocratie, à la paix sociale et à la confiance des citoyens envers la puissance publique ».

Une heure plus tard, la manif se termine pacifiquement, mais « on ne lâchera pas un pouce de terrain avant le retrait total », prévient Jean Brunacci, de Solidaires.

Yasmine TIGOË
et Michel TANNEAU.



Derrière les slogans, les syndicats brandissent une grande détermination.

PHOTO : FRANCK DUBRAY

Des incidents mineurs après les manifs

18 h 30 devant la préfecture, sur le Pont-Morand, ce mardi 15 décembre. Les syndicats sont on ne peut plus clairs. « Pour nous, le rassemblement s'arrête là, pas de défilé en ville. » Pas question de justifier la violence par la violence. La grande majorité approuve et se disperse.

Juste après, la manif de soutien au monde culturel arrive au Pont-Morand, dans une ambiance bon enfant malgré la gravité de la crise. Le message des organisateurs est tout aussi

limpide : « Pas de violence ici ! »

Mais quelques dizaines d'ultras ne l'entendent pas de cette oreille. Quai Ceineray, ils provoquent la police. Jet de bouteilles d'un côté, grenade lacrymo de l'autre. L'échauffourée ne dure que quelques minutes. Les forces de l'ordre bloquent les quatre points cardinaux du Pont-Morand. Cours des 50-otages, le canon à eau douche ceux qui veulent en découdre. 19 h 30 : dispersion, couvre-feu, rideau.